



[www.cdg62.fr/](http://www.cdg62.fr/)

CENTRE DE GESTION  
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE  
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 21/12/2023

Reçu en préfecture le 21/12/2023

Publié le

ID : 062-286200027-20231219-2023\_67-DE

S<sup>2</sup>LO

## DÉLIBÉRATION

2023/67

### **FRAIS DE REPAS ET D'HEBERGEMENT OCCASIONNES PAR LES DEPLACEMENTS PROFESSIONNELS DU PERSONNEL**

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 19 Décembre 2023 à 14 heures, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIERE, sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

**Etaient présents** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – Mme Marie-Claude DUHAMEL, Maire de MONT-BERNANCHON – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER

**Etaient absents ou excusés** : M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE -- Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale – M. André KUCHCINSKI, Conseiller Départemental – M. Alexandre MALFAIT, Conseiller Départemental.

♦ ♦ ♦ ♦ ♦

**Vu** le Code Général de la Fonction Publique ;

**Vu** le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 modifié, fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n° 91-573 du 19 juin 1991 ;

**Vu** le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 modifié, fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

**Vu** l'arrêté du 3 juillet 2006 modifié, fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

**Vu** la délibération n° 2016/22 du 10 juin 2016 fixant les indemnités de repas et d'hébergement applicables au Centre de Gestion du Pas-de-Calais ;

**Vu** l'avis du Comité social territorial en date du 12 décembre 2023 ;

Monsieur le Président rappelle que les agents de notre établissement sont amenés à effectuer des déplacements professionnels pour assurer nos missions auprès des collectivités et établissements de notre département, mais aussi notre représentativité sur le plan régional/national.

Il indique que les dispositions légales prévoient :

- pour les frais de repas des agents, indépendamment du montant déboursé, un remboursement forfaitaire de 20 € ;
- pour les frais d'hébergement (incluant le petit-déjeuner), indépendamment du montant déboursé, un remboursement forfaitaire de 140 € à Paris, 120 € dans les villes de plus de 200 000 habitants et les communes du Grand Paris, 90 € dans les autres communes.

Il précise que, suite à une modification du texte portant sur les frais occasionnés lors des déplacements, l'organe délibérant dispose de la faculté de procéder :

- sur présentation de pièces justificatives, au remboursement des frais de repas réellement engagés dans la limite de 20 € ;
- sous réserve de l'impossibilité de recourir à des prestataires de services (dans le respect du code des marchés publics), à des avances sur les frais de déplacement et d'hébergement aux agents qui en font la demande.

Il propose donc, dans un souci de bon fonctionnement des services, d'optimisation des moyens et éviter que les agents supportent des coûts qui peuvent être non-négligeables, d'instaurer :

- sur présentation de pièces justificatives, un remboursement des frais de repas réellement engagés dans la limite de 20 € ;
- un remboursement forfaitaire pour les frais d'hébergement (incluant le petit-déjeuner) de 140 € à Paris, 120 € dans les villes de plus de 200 000 habitants et les communes du Grand Paris, 90 € dans les autres communes.
- sous réserve de l'impossibilité de recourir à des prestataires de services (dans le respect du code des marchés publics), des avances par déplacements à hauteur de 80 % des frais de déplacement et d'hébergement engagés par les agents qui en font la demande. Le bénéfice de ces avances sera conditionné à la transmission des justificatifs et à la détention d'un ordre mission valablement signé.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *DECIDE* d'instaurer l'indemnisation des frais de repas et d'hébergement et le recours aux avances selon les modalités présentées ci-avant.

Ainsi fait et délibéré en séance,

À BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 19 décembre 2023

Le Président,

Joël DUQUENOY